

# COMMENT LES LUTTES ACTUELLES ONT FINALEMENT REJOINT LEUR « CANAL HISTORIQUE »

Avec le recul que donnent plus de deux mois de lutte se font jour les limites d'une grève forte, du moins dans les deux secteurs qui l'ont initiée (RATP et SNCF), mais limitée par un cadre prédéterminé et restreint : celui des retraites. La différence est frappante entre un mouvement qui se veut radical dans son opposition à un projet de l'État, mais qui ne fait que réagir sans porter la contestation à un autre niveau ; et le mouvement des Gilets jaunes qui à l'occasion d'une mesure conjoncturelle, a priori anodine, d'augmentation du prix du carburant a saisi cette opportunité pour prendre l'initiative et lancer une révolte posant la question des conditions générales de vie et de leur supportabilité. Que les Gilets jaunes n'aient pas « gagné » ne change rien à l'affaire ; ils n'ont pas non plus été battus et tout le monde s'y réfère encore soit pour les louer soit pour les vomir. On peut dire que la question qu'ils ont posée hante encore tous les puissants et leurs affidés.

Le mouvement sur les retraites pose lui aussi des questions, mais c'est comme s'il ne se les posait pas aussi à lui-même. Du fait de cette autolimitation, il n'a pas d'autre choix que celui de s'enfoncer dans un bras de fer contre le gouvernement avec un rapport de forces plus qu'incertain puisqu'il laisse de côté des fractions de la population dont les conditions sont les plus précaires. Ces dernières, qui ont été ou auraient pu être des Gilets jaunes, sont seulement appelées à rejoindre les personnes « vraiment mobilisées », c'est-à-dire les grévistes, pour des actions ou manifestations qui retrouvent ou reproduisent la routine des pratiques syndicales et militantes. La prolifération de ce qui relève plus de l'effet d'annonce que de l'action proprement dite donne le tournis au point qu'on pourrait même se laisser aller à rêver qu'on est à la veille d'une révolution, alors que la plupart de ces rendez-vous ne concernent qu'une poignée d'individus et de militants, souvent les mêmes<sup>1</sup>. Ce qui demeure de l'évènement Gilets jaunes n'échappe pas à ce processus de délitement qui les voit « acter » chaque samedi leur survivance sans autre effet que de maintenir des forces de police en alerte.

La base de ces rendez-vous reste inchangée, c'est celle de l'agitation sur le retrait de la réforme et la défense des conditions existantes. Cela montre à quel point et contrairement à ce que disent des journalistes, sociologues ou politologues, il n'y a pas de « giletjaunisation » du mouvement, ni au niveau de la forme où l'organisation remplace la spontanéité de la révolte ; ni dans le contenu, car ce ne sont pas les conditions générales de vie qui sont posées et par conséquent mises en question. Chacun reste sur la base de son métier — quand celui-ci en mérite encore le terme dans une société capitalisée qui tend à transformer tout travail vivant en travail simple et auxiliaire de la puissance technologique. Vu les restructurations industrielles et l'automatisation de nombreux services, autant dire que ces situations professionnelles ne concernent guère plus que le secteur public ou certaines professions libérales au statut relativement dévalorisé (avocats, médecins hospitaliers) par leur augmentation en nombre et la concentration géographique de leurs membres.

## UN IMPENSÉ LOURD DE CONSÉQUENCES : LA CRISE DE LA CENTRALITÉ DU TRAVAIL

Les luttes sur les retraites proprement dites n'ont véritablement commencé qu'en 2003 et à un moment où, parallèlement, ce qui émergeait, sans être explicitement posé, sauf par de petits groupes critiques, mais sans influence sur le terrain, c'était la perte de centralité du travail vivant dans la valorisation capitaliste, avec l'accélération du processus de substitution capital/travail et en conséquence l'inessentialisation de la force de travail. C'est approximativement aussi à cette époque que l'État a pris les premières mesures pour « compenser » la mise hors circuit de plus en plus d'individus qui ne cochaient plus les bonnes cases (création de la CMU, du RMI) sans pour cela céder sur un revenu d'existence garanti (cf. la réponse de Jospin au mouvement des chômeurs en 1998 et son refus d'une « société d'assistance »).

Cette crise de la centralité du travail s'est répercutée sur la conscience de ce que représente aujourd'hui la retraite. Comment les jeunes précarisés et les chômeurs pourraient-ils et surtout voudraient-ils rejoindre le mouvement actuel qui ne fait que défendre des catégories ou professions « garanties », alors qu'eux-mêmes sont des produits de la segmentation du marché du travail et de sa différenciation profondément inégalitaire ?

## JETER SA BLOUSE ET APRÈS ?

Il semble extraordinaire et positif à certains que des « personnels » jettent tout à coup leur vêtement de travail (ou leurs instruments de travail pour les enseignants) à la figure de leurs ministres. Là encore, transparaît la différence entre cette geste actuelle et celle de l'année dernière où des individus n'avaient tellement rien de signifiant à jeter qu'ils ont au contraire enfilé

---

1 – Cf. par exemple une semaine d'agitation à Lyon telle que présentée (à la fin de l'article : <https://rebellyon.info/Battre-le-pave-tant-qu'il-est-chaud-suivi-21801>) sur les listes du groupe Lyon-centre des Gilets jaunes (dont personne ne sait plus qui l'anime) et où on trouve concentré tout ce que le mouvement des Gilets jaunes avait su éviter : appeler « en lutte » le simple fait de se réunir, affirmer de fait ses particularismes (non-mixité, écriture inclusive) alors qu'on a sans arrêt l'unité à la bouche, donner une ampleur étudiante à un mouvement quasi inexistant dans ce secteur et enfin faire passer ses intérêts corporatistes à l'intérieur d'un mouvement général (cf. blocage du siège patronal de la métallurgie, l'UIMM, pour « gagner une convention collective de haut niveau »).

une sorte de vêtement censé les faire exister ou au moins les rendre visibles. À l'inverse, dans le mouvement des retraites il ne s'agit que de montrer son mécontentement de l'offense faite à la profession et de se rhabiller ensuite si l'on obtient satisfaction. Ce qui pose problème à ces « personnels », c'est de ne plus être considérés que comme des travailleurs comme les autres. C'est leur perte de statut. En effet, il n'est pas question pour eux de jeter une bonne fois pour toutes ces vêtements ou instruments de travail en ce qu'ils ont de symboliques, puisqu'ils sont encore un peu le signe d'une position sociale reconnue. Ils restent dans la posture que procure la « position » et cela d'autant plus quand le fait de se mettre en lutte est tellement inhabituel dans leur secteur qu'ils en retirent un surcroît de prestige.

Combien sont prêts, parmi eux, à abandonner des différenciations de salaires à leur profit pour un même travail ? Pour ne prendre que l'exemple le plus extrême, combien d'enseignants agrégés au salaire plus élevé que les enseignants certifiés, tout en ayant 3 heures de cours en moins par semaine, sont prêts à accepter le passage à un horaire égal (donc en hausse pour eux et en baisse pour les autres)<sup>2</sup> ? Et on ne parle même pas d'une réévaluation égalitaire des salaires dont l'écart ne va faire au contraire que croître avec l'ancienneté et a fortiori pendant le temps de retraite<sup>3</sup> !

Dans le cadre plus étroit de la réforme des retraites le « Tous ensemble », slogan repris de 1995, sonne faux car il recouvre, pour ne pas dire cache, des situations de plus en plus diverses et où l'unité ne peut, au mieux, que se réaliser dans la phase ascendante du mouvement, chaque catégorie pouvant espérer peu ou prou profiter d'une victoire ou au moins du recul du gouvernement. Mais dès sa retombée, la prétention du « Tous ensemble » laisse transparaître son artificialité où c'est le sauve-qui-peut et le chacun pour soi qui domine.

C'est ce à quoi on a assisté avec des négociations séparées qui ont été entamées dès le début des grèves, mais dans la plus grande discrétion puisque le gouvernement tenait publiquement la ligne d'un projet non négociable. Jusqu'à ce que soient rendus publics leurs résultats, à savoir la mise en place de toute une panoplie de régimes dérogatoires au projet de réforme concernant de nombreuses catégories ou professions. Les pompiers en sont pour le moment les derniers bénéficiaires après leur coup de sang contre les forces de l'ordre.

Mais on peut être aussi étonné par des déclarations pour le moins décalées comme celle du représentant CGT des éboueurs de Paris qui a annoncé à la presse que les éboueurs étaient prêts à prendre la relève des cheminots ou tramainots, alors que jusque-là, conscients de sa responsabilité ce syndicat avait freiné des quatre fers pour que Paris ne se noie pas dans sa propre « merde » (sic...) et par des annonces syndicales et médiatiques selon lesquelles de nouveaux secteurs entreraient dans la grève. Voilà bien une drôle de conception de la grève générale !

C'est peut-être la seule surprise de ce mouvement de grève car, pour le reste, il n'a effectué, pour le moment, aucun véritable pas de côté. On est resté dans les clous de ce qui est attendu par le pouvoir et tolérable pour les syndicats. Aucun dépassement de « fonction », excepté de la part d'enseignants qui prennent la responsabilité de bloquer le passage des épreuves de contrôle continu (E3C) en lien plus ou moins étroit avec des lycéens. De fait, cette initiative bouleverse le « bon ordonnancement des choses » en ce qu'elle oblige tout le monde à se déterminer ; l'administration, bien sûr, qui doit décider si elle fait intervenir la police ; et les parents qui s'émeuvent d'une épreuve passée dans de telles conditions et de ce que cela signifie d'un point de vue politique plus général. Mais en l'état actuel de la situation, ces pratiques restent très minoritaires, aussi bien chez les enseignants que chez les élèves et la répression peut s'exercer comme du reste on a pu s'en apercevoir depuis mi-janvier.

Ce mouvement est prédéterminé par des présupposés de « l'ancien monde » qui l'inscrivent dans des négociations entre partenaires sociaux. Un paritarisme qui est, de fait, réduit comme peau de chagrin par les tenants du « nouveau monde » ; dès lors, le mouvement ne pouvait même plus représenter une force syndicale. Il ne pouvait agir que comme groupe de pression et de défense des « acquis sociaux » dont la retraite par répartition, les régimes spéciaux et les services publics. Cela n'impliquait pas forcément son échec, mais restant sourd aux transformations fondamentales du capital seulement considérées comme néolibérales, il y a trouvé sa limite : l'incapacité à entraîner avec lui les fractions les plus prolétarisées de la force de travail. Par ailleurs, la masse des Gilets jaunes ne s'y est pas plus reconnue, même si sa fraction la plus résistante a essayé de jouer son rôle au sein des cortèges de tête.

Le mouvement sur les retraites a certes refusé le « dédagisme » des Gilets jaunes, par trop « populiste » pour lui, mais cela a été pour reproduire la vieille séparation entre ce qui est du domaine syndical et ce qui est du domaine des partis politiques : voilà les municipales et l'idée que tout cela : la grève et « l'opposition » majoritaire au projet, va se traduire dans les urnes.

Le résultat en a été de lui ôter toute force politique autonome.

*Temps critiques*, le 12 février 2020

---

2 – Quand en 2000, Allègre, alors ministre de l'Éducation nationale du gouvernement Jospin, a proposé cette mesure, cela a été un tollé quasi général de la part des syndicats...

3 – Même constatation avec les danseuses de l'Opéra de Paris qui ne sont pas prêtes à inscrire à leur régime de retraite spécial extra-large leurs collègues des sept opéras de région. Et pourtant là encore tout le monde de se congratuler au cours des manifestations parisiennes quand elles produisent leur spectacle, car de même que la lutte des Gilets jaunes étaient « négative », celle-ci est positive. D'un côté, elle ne fait pas peur au pouvoir ; de l'autre elle conforte l'idée fautive d'une opposition générale au pouvoir. C'est du « gagnant-gagnant » à la mode syndicale.